

DÉPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

ARRONDISSEMENT D'ARRAS

COMMUNE DE BREBIÈRES

Arrêté de délégation de signature au Directeur Général des Services
Madame Delphine LESENS
Agent titulaire de la Commune

N°13994

Le Maire de la Commune de BREBIÈRES,

VU l'article L2122-19 du code général des collectivités territoriales autorisant le Maire, à donner sous sa surveillance et responsabilité, délégation de signature à un agent communal,
VU l'article R2122-8 du code général des collectivités territoriales précisant les modalités de la délégation de signature donnée par le Maire aux agents communaux, exercée sous sa surveillance et sa responsabilité,
VU l'article R2122-10 du code général des collectivités territoriales autorisant le maire à déléguer à un ou plusieurs fonctionnaires titulaires de la commune tout ou partie des fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil, à l'exception de celles prévues à l'article 75 du code civil,
VU l'article L423-1 (al.7) du code de l'urbanisme,
VU le code général de la fonction publique,
VU le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints du 20 mars 2026,
VU la délibération n° DCM-2026-14 du conseil municipal en date du 22 avril 2026 autorisant le maire à accorder, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, des délégations de fonction et de signature aux adjoints, aux conseillers municipaux délégués et aux agents,

CONSIDÉRANT que Madame Delphine LESENS, Attaché principal, exerce les fonctions de directrice générale des services de la ville de BREBIÈRES et dans le souci d'une bonne administration locale il est nécessaire de lui donner délégation de signature dans une série de domaines,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Monsieur Lionel DAVID, Maire de la Commune de BREBIÈRES, donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Madame Delphine LESENS, Attaché principal, pour les actes suivants :

Tous actes administratifs courants et correspondances,

Domaine général

- *Délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux,*
- *Certification matérielle des pièces et documents présentés à cet effet,*
- *Certification du caractère exécutoire des actes pris par les autorités communales,*

Finances publiques

- *Certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement,*
- *Bons de commandes, devis et engagements des dépenses communales jusqu'à 5 000 € HT en fonctionnement et 5 000 € HT en investissement,*
- *Ordres de service proposés par les services municipaux,*

Etat civil

Conformément à l'article R.2122-10 du code général des collectivités territoriales,

Ressources humaines

Les décisions relatives à la gestion du personnel.

ARTICLE 2

Compte tenu des fonctions de régisseur d'une régie d'avance « menues dépenses » exercées par Madame Delphine LESENS, la présente délégation exclut expressément :

- tout acte relatif à la création, modification ou suppression de la régie,
- toute décision relative au fonctionnement de ladite régie,
- tout engagement, liquidation ou mandatement de dépenses exécutées dans le cadre de cette régie,
- tout acte de contrôle ou de validation des opérations effectuées par cette régie,

afin de garantir le respect du principe de séparation entre ordonnateur et régisseur.

ARTICLE 3

Cette délégation prendra effet à compter de la publication de cet arrêté, pendant toute la durée de l'exercice des fonctions de l'agent et dans la limite du mandat du Maire. Le maire dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour retirer les délégations mais il ne peut le faire dans un but autre que l'intérêt du service ou étranger à la bonne marche de l'administration communale. La décision de retrait de délégation par le maire n'est pas une sanction et n'a donc pas à être motivée.

ARTICLE 4

La signature par Madame Delphine LESENS des pièces et actes repris à l'article 1 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante « par délégation du Maire », accompagnée de ses nom, prénom et qualité, hormis pour ce qui concerne l'Etat Civil.

ARTICLE 5

Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- consigné au registre des actes administratifs,
- notifié à l'intéressée.

Ampliation adressée à :

- Comptable de la collectivité,
- Monsieur le Préfet du Pas de Calais,
- Monsieur le Procureur de la République.

Fait à BREBIÈRES, le 23 avril 2026.

Lionel DAVID,
Maire.




Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr

Publié le 4/5/2026
Affiché le 4/5/2026

Notifié le ... 30/04/2026
Signature de l'Agent :

Envoyé en préfecture le 04/05/2026
Reçu en préfecture le 04/05/2026
Publié le 
ID : 062-216201731-20260423-APC2026096-AI